

## COMORES : OÙ EST L'ÉTAT ? Et que font ses services ?

Écrit par Nassuf MOHAMED – responsable associatif mahorais

Suites aux articles publiés ici et là, surtout dans le journal ALWATWAN, mais également dans plusieurs blogs comoriens, vous soulevez 2 problèmes à l'égard de Mayotte et des Mahorais en omettant volontairement de dire les tenants et les aboutissants à vos lecteurs. A 46 ans aujourd'hui et au bout de plus de 35 ans d'indépendance de votre pays, il est malheureux de constater comment des journalistes s'y prennent pour dédouaner toute la classe politique comorienne de leurs responsabilités et continuer à accuser Mayotte et les Mahorais de tous les maux des Comores par des insinuations via la France, l'ancienne puissance coloniale. Pourtant, après toutes ces années d'indépendance, et les histoires vécues et racontées par nos anciens, « nos parents et grands parents » qui se sont battus pour éviter l'indépendance à mon île, confirment ma conviction de Mayotte française, de continuer à appartenir à cette nation française et surtout à me battre pour la liberté comme ils l'ont fait et réclamé « NOUS VOULONS RESTER FRANÇAIS POUR ETRE LIBRES ». Cependant, j'ai grand espoir que des futurs dirigeants et responsables comoriens accepteront le choix des Mahoraises et des Mahorais, et travailleront ensemble pour le développement de cette petite région de la planète afin d'améliorer la vie des habitants. Aujourd'hui, les responsables malgaches, mauriciens, seychellois, réunionnais et mahorais ont compris qu'il est temps de travailler avec l'ensemble des îles du canal de Mozambique et les pays de l'est du continent africain pour développer l'économie de cette région.



Un Kwassa Kwassa comorien - © Marine nationale

Dans les articles est soulevé le problème de l'émigration comorienne vers Mayotte avec son lot de malheurs que personne ne peut nier. En effet, il y a beaucoup de morts dans le bras de mer séparant Anjouan de Mayotte. Combien de morts depuis l'indépendance et l'instauration du visa à nos jours? 1000? 2000? 5000?, j'ignore le chiffre exact, car je pense qu'il faut savoir combien de personnes au départ d'Anjouan, combien sont arrivés à Mayotte pour faire la différence. Et si certains connaissent le chiffre exact des morts, c'est qu'ils connaissent combien sont partis d'Anjouan sans pouvoir atteindre Mayotte. Et dans ce cas, c'est qu'il existe une vraie organisation au voyage du côté d'Anjouan. Comme il existe une usine de fabrication de Kwassa-kwassas à Anjouan, je suppose que tout le monde constate et connaît aujourd'hui l'utilisation de ces barques fabriquées non pas pour aller pêcher, mais plutôt de transporter des clandestins à Mayotte.

Quelqu'un dans cette usine peut nous donner le chiffre exact des barques vendues. Mais alors pourquoi faire semblant d'ignorer cet aspect et laisser continuer la fabrication de ces tombeaux, ces fameux kwassas-kwassas ?

De toute façon, pour moi, un seul mort dans la mer est inacceptable, car c'est déjà un mort de trop. Et personne ne peut se réjouir de la mort de quelqu'un qui ne cherche qu'à trouver une vie meilleure ailleurs. A Mayotte, comme aux Comores, à chaque fois qu'il y a un seul mort, tout le monde est triste, car il n'est pas acceptable dans ces conditions. Mais que faire face à ce drame ?

Tout le monde espère qu'une solution soit trouvée par les politiques pour éviter tous ces drames. Mais pour y arriver, il faut que les 2 partis se parlent. Les Comores sont un État indépendant qui aura à dialoguer avec la France comme ils le font dans plusieurs domaines. Et les Comoriens doivent aussi dialoguer avec les Mahorais car rien ne se fera sans leur consentement et leur participation au débat. Les Comoriens veulent le respect, ils doivent également respecter le choix des Mahorais. Les Comoriens ne peuvent pas continuer à dire partout que Mayotte est leur territoire, refusant et essayant d'interdire que les Mahorais participent à chaque manifestation internationale, ignorant le choix des habitants de cette île qui ont décidé leur destin autrement qu'eux, dans la France, donc dans l'Union Européenne. **Dois-je rappeler ici encore une fois que ce choix est irréversible.** Par ailleurs, l'immigration à Mayotte engendre d'autres problèmes graves tels que les mineurs isolés ou encore les familles séparées, des conditions de vie plus difficiles à Mayotte et non un eldorado comme certains le font croire. De plus, d'autres immigrés d'ailleurs, de différentes nationalités, parfois venant d'autres continents passent également par les Comores pour entrer à Mayotte. Des problèmes que vous ne parlez jamais dans votre journal. Heureusement que sur les enfants, le défenseur de droits, M. Dominique BAUDIS a soulevé le problème auprès des politiciens français et comoriens.

Dans le journal Al-watwan N° 2157 du mardi 9 avril 2013 à la page 3 avec ce titre, «**Traversée de Ndzuwani à Mayotte - cinq kwasas interceptés la semaine dernière**» le journaliste vante le mérite de l'usine de fabrication de ces barques qui pour moi, à cause de ces fabrications, leurs barques envoient à la mort plusieurs personnes. Il est écrit, je cite : *« Mais comme chaque barque qui part de Ndzuwani a déjà, en quelque sorte, "assuré" sa perte (avec deux cent mille francs comoriens le billet de la traversée, une dizaine de passagers suffit à rembourser l'embarcation et son moteur), c'est l'industrie anjouanaise de fabrication de kwasas et, globalement, toute la filière de la traversée "clandestine" vers Mayotte qui prospèrent. Il faut, par ailleurs, noter qu'entre deux et quatre cent c'est, semble-t-il, le nombre moyen de personnes qui, depuis Ndzuwani, tentent chaque semaine d'entrer à Mayotte par kwasas. Cela donne donc entre dix et vingt mille tentatives par an, alors que le chiffre des quinze mille reconduites par an se situe au juste milieu de cette moyenne. Une chose semble alors paradoxale : si la gendarmerie française arrive régulièrement à en intercepter près de la moitié, au nom de la "lutte contre l'immigration clandestine vers Mayotte", du côté de Ndzuwani, d'où partent les kwasas, au nom de la "lutte contre le transport de passagers à bord de moyens de transports inappropriés", l'on en attrape à peine un par an sur le point de prendre le large. Et pourtant n'importe qui à Domoni, Shiroroni, Marahare ou Ongoni est bien en mesure de vous indiquer à quelle heure et à quel endroit partira le prochain kwasas de la journée ».*

En aucun moment il remet en cause les responsables de cette usine. Dans l'article, j'ai l'impression du contraire. Comment peut-on expliquer que les autorités comoriennes n'arrêtent qu'un Kwassa par an au départ d'Anjouan pour environ 450 à 500 départs. La politique politicienne n'a pas sa place dans ce dossier. Ici, la fermeté doit être la règle quelle que soit les convictions politiques de chacun d'entre nous. L'État comorien doit être capable de contrôler son territoire, doit être capable de protéger ces citoyens, doit être capable d'éviter des malheurs à toutes ces familles qui risquent un jour de se réveiller et de se soulever contre le système. A moins que des politiciens

comoriens soient complices de tous ces agissements et bénéficient des aides pécuniaires de cette entreprise de fabrication de kwassa-kwassas. A Anjouan ne me dites pas que les autorités comoriennes et anjouannaises ne connaissent pas les clients de cette usine de fabrication. Il suffit d'aller voir le carnet de commande pour savoir qui achète et qui organise ces envois à la mort. Comment peut-on accepter de mettre 40 à 50 personnes dans une barque de 7 passagers au maximum. Ce sont des irresponsables tous ceux qui participent à cette organisation. Je dis «**IRRESPONSABLES et CRIMINELS**» car à quelques kilomètres des côtes mahoraises, comment peut-on oser confier une barque chargée de plus de 30 personnes à bord (des passagers qui ne savent pas nager) à un enfant de moins de 15 ans pour accoster ? Parce que ces criminels savent que ces gamins ne sont pas poursuivis par les instances judiciaires françaises vu leur âge. Tout cela est connu de tout le monde à Anjouan avec sûrement des complices à Mayotte. Les passagers doivent témoigner. Alors, ces irresponsables doivent un jour répondre à la justice de leur pays. Je lance donc un appel aux autorités comoriennes pour prendre leurs responsabilités et mettre fin à ces crimes. Il n'y a pas besoin d'une plainte pour que la justice se saisisse de ce dossier pour poursuivre ces marchands de la mort et ils auront j'espère l'aide des autorités françaises.

Par ailleurs, pourquoi les familles qui ont connu des drames avec les avions peuvent avoir ou bien ont droit à un suivi psychologique, à un soutien moral et financier, à un dédommagement à la hauteur du préjudice ? Pourquoi les familles endeuillées par les kwassas-kwassas restent les oubliées et ne peuvent prétendre à rien. Ce sont aussi des hommes et des femmes qui aiment les leurs. Les autorités doivent aussi les aider. Déjà, si les autorités comoriennes osaient s'attaquer à tous les passeurs connus, en infligeant une sévère condamnation et les obligeant à payer en confisquant ne serait ce les biens qu'ils ont, ça ferait réfléchir à certains avant de se lancer dans de telles aventures. Agissons tous ensemble pour mettre fin à tous ces drames qui peuvent être évitées. Le droit, et seul le droit ; il faut un État de droit pour corriger tout ça et mettre fin à ces agitations, car imaginez une seconde, quelqu'un arrive à Moroni avec un camion semi-remorque, fait le taxi et se met à transporter des personnes en les entassant dans la semi, je suis persuadé que l'État comorien l'interdirait aussitôt. Oui, personne ne l'aurait accepté, car une semi-remorque n'est pas destinée au transport de personnes mais au transport de marchandises. Alors que chacun prenne sa responsabilité pour éviter ces drames

En contre parti, des solutions ont été proposées lors du travail du groupe GTNH. Ces propositions ont été jugées inacceptables par les mahorais et la France pendant ces travaux, car, considérées comme amoindrissant les formalités d'entrer sur le territoire national français. En effet, les conditions d'entrer en France doivent être les mêmes pour tous et partout. Mais il faut que les autorités comoriennes montrent leur envie de travailler avec les Mahorais et les autorités françaises. De toute façon, la suppression du visa pour entrer à Mayotte est impossible et inacceptable du côté de Mayotte. Mayotte fait parti de la France, et les conditions d'entrée sont les mêmes pour tout le monde. Il faut un visa à moins d'être ressortissant d'un pays membre de l'union européenne.

Alors pourquoi ne pas relancer la proposition de prendre ce visa à l'entrée de Mayotte ? C'est à dire en débarquant de l'avion ou du bateau aux normes de navigation, prendre son visa à Mayotte avec toutes les garanties que cela suppose (le fonds de garanties pendant le séjour, les papiers en règles, la famille d'accueil ou l'adresse de l'hôtel de réservation...etc. En même temps, accepter des patrouilles communes à Mayotte et également aux Comores et surtout à Anjouan. Les forces de l'ordre des 2 pays doivent travailler ensemble et accompagner à Anjouan dès qu'il le faut les kwassas interceptés en plein mer. Une vraie coopération est nécessaire pour une vraie sécurité et pour éviter que ces drames continuent de se reproduire. Pour cela, il faut une vraie volonté de la part des politiciens. D'autres solutions existent, il suffit de les analyser, négocier et prendre ensemble une décision.

Au lieu de dénoncer et d'accuser que Mayotte et la France, les intellectuels doivent raison gardée, pointer du doigt tous ceux et celles qui participent à cette tragédie sans scrupule pour des raisons financières. Personne ne doit échapper à la justice. Je trouve parfois des accusations inacceptables de la part de certaines personnes qui bénéficient tous les avantages de leur pays natal et de leur pays adoptif. D'autres se sont battus pour avoir une carte de séjour qui devient pour eux un sésame et se permettent après d'accuser et d'insulter Mayotte et les Mahorais du choix qu'ils ont fait. Alors même qu'ils procèdent à ce même choix car ils sont les premiers à vivre dans un territoire français ; allez comprendre leur logique. Parfois, ils insultent la France qui les accueillent mais, ils sont dans un État où la liberté d'expression est un principe fondamental. Alors, je les encourage à dénoncer également les autorités comoriennes sur leurs responsabilités.

Il ne faut plus ignorer que Mayotte reste aujourd'hui la seule porte du canal de Mozambique pour entrer dans l'Union Européenne. Elle permet aujourd'hui de sauver des vies et de palier aux carences médicales que nous connaissons tous dans notre région. Beaucoup de passagers de ces Kwassas viennent se faire soigner à Mayotte car l'outil médical aux Comores est quasi inexistant. Pourrions-nous dire réellement combien ont eu recours aux soins médicaux à Mayotte ? Pourtant c'est l'un des points positifs de ce qui se passe dans les îles de la lune. Ou bien combien ont obtenu des papiers français à Mayotte ? Pourquoi ne pas reconnaître cela ? Juste ce mois d'avril 2013, on a déposé clandestinement sur le littoral mahorais, au moins 3 malades graves pris en charge par l'hôpital de Mayotte.

#### **Un enfant malade secouru à bord d'un kwassa © Mayotte 1ère**



Enfin, dans le journal n°2174 du vendredi 3 mai 2013, il est évoqué la manifestation qui a lieu à Paris le 1er mai en mettant ensemble le problème de la cherté du transport aérien vers les Comores et du choix des Mahorais dans la France. Pour moi, ce sont 2 sujets complètement différents qui sont soulevés bizarrement le jour de la fête de travail. Ils n'ont aucun lien avec le 1er mai, et aucun lien ensemble. Bref... Pour mieux comprendre les manifestants qui veulent forcer la main du gouvernement comorien sur les tarifs aériens, il faut le faire savoir au gouvernement comorien et non dans une manifestation nationale, voire internationale pour le travail en France. Je me demande si les autorités comoriennes ont vu cette manifestation.

Bref, je suis d'accord avec les manifestants qui dénoncent ces compagnies et tours opérateurs. Mais, nous sommes dans un marché libéral, où la concurrence doit justement faire bénéficier aux clients des réductions. Dans l'aérien, c'est le contraire pour toutes les destinations vers le continent africain. Que faire ? Un récent article du journal de **l'info.fr** en date du 8 mai stipule que les billets d'avion vers l'océan indien est 425% plus chers qu'ailleurs. Aujourd'hui, il y a quelques compagnies fiables qui desservent Mayotte, Madagascar, la Réunion et le Kenya au prix fort où vous avez des correspondances sûres. Pourquoi ne pas les prendre ? C'est sûr qu'au niveau coût et bagages, les passagers sont assez limités, mais c'est aussi je pense le prix à payer pour la sécurité.